

seal qui secondât mes efforts dans ce sens.

Le moment est venu d'attirer l'immigration dans notre pays. Des milliers d'excellents colons sont prêts à quitter la Russie à cause des troubles politiques qui y règnent. D'autres nations cherchent à attirer l'immigration chez elles. L'Australie a plus de cent agents d'émigration en Europe. Le gouvernement australien donne aux émigrants \$100 par tête, tandis que le nôtre ne leur accorde que \$5.

Je ne doute pas que le tarif actuel ne favorise les manufactures pour un temps, mais le résultat final sera le même qu'aux Etats-Unis. Je crois que l'honorable ministre des finances a été tellement tracassé, dérangé par les demandes des fabricants qu'il n'a plus songé, dans son impatience, à la grande classe des consommateurs du pays. Nous voyons que la concurrence entrave déjà plusieurs industries locales et ce tarif ne fera qu'empirer les choses.

Quant aux meubles, il me semble bien dur de faire payer au pauvre 35 pour cent de droits, uniquement pour favoriser quelques particuliers. Il s'importe très peu de meubles des Etats-Unis et il n'y avait aucune raison d'imposer ce droit.

M. PLUMB : Pour quelle valeur importons-nous des meubles ? Pour \$200,000 ?

M. TROW : L'honorable monsieur le sait-il ? L'honorable monsieur est tellement bien renseigné, qu'il a mérité le titre "d'homme universel." C'est un Colin-Tampon qui parle toujours, quel que soit le sujet de la discussion.

Je regrette de constater que l'honorable ministre des finances a été tellement tracassé par les manufacturiers, qu'il a oublié sa propre province. Bien que l'honorable monsieur ait occupé de hautes positions, il semble avoir négligé ses intérêts et imposé de lourds fardeaux à sa population, s'il faut en croire presque tous les représentants de la province en question.

Je me proposais de citer quelques chiffres relatifs aux exportations et importations ; mais ce sujet a été si bien traité déjà que je remettrai à une autre fois cette partie de mes observations.

M. COUGHLIN : Je n'aurais pas pris la parole sur cette question, n'eût été une attaque dirigée contre mes commettants de Middlesex-nord.

L'honorable préopinant (M. Trow) a parlé de la faible majorité par laquelle la dernière élection a été gagnée dans cette division. Mais quand je dirai que j'ai été élu dans un comté qui donnait ordinairement 800 voix de majorité au parti de la réforme, la Chambre comprendra que, dans cette division, l'opinion publique était devenue en faveur de la protection. Le sujet qui nous occupe a été discuté à fond dans la partie ouest de la province d'Ontario et le peuple a compris la question sur laquelle il était appelé à se prononcer.

Les honorables messieurs de la gauche ont essayé de démontrer que le nouveau tarif signifiait protection pour les fabricants et augmentation de taxes pour les cultivateurs. Cultivateur moi-même et représentant un comté agricole, je tiens à déclarer que, suivant moi, ce tarif sera plus avantageux pour l'agriculteur que pour le fabricant. J'ai recueilli certains chiffres, pris dans les rapports de l'an dernier préparés sous l'administration Mackenzie et qui prouveront ce que j'avance en établissant, de plus, la nécessité de la protection pour l'agriculture.

Par exemple, nous avons importé, l'an dernier, 302,147 minots d'orge représentant une valeur de \$137,243 et sur lesquels le droit américain de 15 centins par minot s'élevait à une somme de \$45,322 ; tel est l'avantage que les cultivateurs américains avaient sur l'orge seulement. Sous le nouveau tarif, le cultivateur canadien jouira de la même protection. Nous avons importé 2,162,229 minots d'avoine ; valeur, \$651,441 ; droit américain à 10 centins par minot, \$216,222 ; nos cultivateurs auront maintenant la même protection. Nous avons importé 7,387,507 minots de blé ; valeur, \$3,535,619 ; droit américain, \$738,750. Sous l'administration Mackenzie, ce produit important ne payait pas de droits. Le droit nouveau de 7½ centins par minot produira un revenu de \$554,063 et donnera protection et encouragement aux cultivateurs canadiens.

On a beaucoup parlé de la question du blé ; j'en dirai un mot. La gauche semble croire que nous exportons plus de blé que nous n'en importons. Je tiens à dé-